

**Bilan du plan d'action 2024-2025
et plan d'action 2025-2026
à l'égard des personnes en situation de handicap**

Une publication du Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides
290, rue de Montigny, Saint-Jérôme (Québec), J7Z 5T3

Adopté par le comité de direction du CISSS des Laurentides le 18 mars 2025.

En vertu de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

Le genre masculin est utilisé comme générique, dans le seul but de ne pas alourdir le texte.

Tous droits réservés.

La reproduction complète ou partielle ainsi que le téléchargement sont autorisés à des fins non commerciales seulement et à la condition de mentionner la source.

La version électronique de ce document peut être consultée sur le site du CISSS des Laurentides : <http://www.santelaurentides.gouv.qc.ca/>

© Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides, 2025

Tables des matières

1. Introduction et cadre légal.....	4
2. Portrait du CISSS des Laurentides et de ses secteurs d'activité	5
2.1 Portrait de l'organisation.....	5
2.2 Mission	5
3. Engagement de l'organisation.....	5
4. Partenaires interdirection et responsable du plan d'action.....	6
5. Mandat des partenaires interdirections OPHQ.....	7
6. Bilan du plan d'action 2024-2025 à l'égard des personnes en situation de handicap	8
7. Reddition de compte 2024-2025 liée à la Politique « L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées ».....	17
8. Plan d'action 2025-2026 : Identification des obstacles priorités et des mesures retenues	18
9. Adoption et diffusion du plan d'action.....	21
10. Coordonnées pour joindre un représentant de l'organisation	22
Annexe 1 : Liste des installations	23

1. Introduction et cadre légal

Au cours des dernières années, plusieurs directions ont contribué à faire une analyse des obstacles dans l'organisation pouvant nuire à l'intégration des personnes en situation de handicap. Cet exercice a permis d'élaborer le bilan du plan d'action 2024-2025 à l'égard des personnes en situation de handicap du CISSS des Laurentides et la création du plan d'action 2025-2026.

En plus de répondre à une volonté de favoriser l'intégration, le Plan d'action à l'égard des personnes en situation de handicap répond aux obligations légales inscrites à la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale* (L.R.Q., c. E-20.1). Ces obligations, selon les articles de cette loi, sont les suivantes :

61.1 Chaque ministère et organisme public qui emploient au moins 50 personnes ainsi que chaque municipalité locale qui compte au moins 15 000 habitants adoptent, au plus tard le 17 décembre 2005, un plan d'action identifiant les obstacles à l'intégration des personnes handicapées dans le secteur d'activité relevant de ses attributions, et décrivant les mesures prises au cours de l'année qui se termine et les mesures envisagées pour l'année qui débute dans le but de réduire les obstacles à l'intégration des personnes handicapées dans ce secteur d'activité. Ce plan comporte en outre tout autre élément déterminé par le gouvernement sur recommandation du ministre. Il doit être produit et rendu public annuellement.

61.3 Les ministères, les organismes publics et les municipalités tiennent compte dans leur processus d'approvisionnement lors de l'achat ou de la location de biens et de services, de leur accessibilité aux personnes handicapées.

De plus, le plan d'action s'inscrit aux orientations dictées par les politiques gouvernementales, soit:

- Politique gouvernementale à part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité;
- Politique gouvernementale sur l'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées.

2. Portrait du CISSS des Laurentides et de ses secteurs d'activité

2.1 Portrait de l'organisation

Le CISSS des Laurentides fut créé le 1^{er} avril 2015. Le CISSS des Laurentides, c'est plus de 100 installations et une grande famille d'experts au service de votre santé. Ici, le patient est profondément ancré au cœur de notre vision. Notre organisation se distingue par l'excellence de nos professionnels dans leur secteur d'activité et notre culture organisationnelle axée sur l'innovation. Nos équipes, reconnues pour leur engagement et leur professionnalisme, travaillent de concert afin d'offrir des services de qualité.

L'organisation compte plus de 18 000 employés et dessert une population de 680 000 citoyens. Son siège social est situé à Saint-Jérôme et ses installations situées sur un territoire de plus de 20 500 km². Ces kilomètres sont constitués de 7 MRC et nous y retrouvons, entre autres, 6 hôpitaux, 27 CLSC, 5 MDAMA et 40 centres de réadaptation confondus. Vous trouverez la liste complète des installations à l'annexe 2.

2.2 Mission

La mission du CISSS des Laurentides est conforme à celle définie par le ministère de la Santé et des Services sociaux, soit :

- Est au cœur d'un RTS;
- À la responsabilité d'assurer la prestation de soins et de services à la population de son territoire sociosanitaire, incluant le volet santé publique;
- Assume une responsabilité populationnelle envers la population de son territoire sociosanitaire;
- Veille à l'organisation des services et à leur complémentarité sur son territoire dans le cadre de ses multiples missions (centre hospitalier, centre local de services communautaires, centre d'hébergement et de soins de longue durée, centre de réadaptation et centre de protection de l'enfance et de la jeunesse), et ce, en fonction des besoins de sa population et de ses réalités territoriales;
- Conclut des ententes avec les autres installations et les organisations partenaires de son RTS (centres hospitaliers universitaires, cliniques médicales, groupes de médecine de famille, cliniques, réseau, organismes communautaires, pharmacies communautaires, partenaires externes, etc.).

3. Engagement de l'organisation

Le CISSS des Laurentides s'engage à œuvrer en continu afin de favoriser la participation sociale des personnes en situation de handicap. Pour ce faire, il s'engage à :

- Effectuer un plan d'action annuel;
- Effectuer le bilan annuel du plan d'action;
- Animer des rencontres avec les partenaires interdirection afin de monitorer l'avancement des engagements au plan d'action;
- Intégrer un usager partenaire pour la réalisation de différentes mesures et actions du plan d'action.

4. Partenaires interdirection et responsable du plan d'action

La mise en œuvre du plan d'action à l'égard des personnes en situation de handicap pour le CISSS des Laurentides est sous la responsabilité de Caroline Chantal, directrice intérimaire des programmes en déficiences et de la réadaptation physique. Il a mandaté Geneviève Gagnon, adjointe à la direction, pour la coordination du plan d'action.

Le mandat de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan d'action a été confié à différents partenaires interdirection. Des usagers partenaires sont interpellés pour participer à plusieurs mesures du plan d'action.

Partenaires	Fonction	Direction
Christine Vigeant	Chef de secteur - Mécanique / électrique / Support aux projets	Direction des services techniques (DST)
Noémie Lacombe	Directrice adjointe des services ambulatoires en santé mentale, urgences psychosociales, services psychosociaux généraux et Info-Social	Direction des programmes Santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adultes (DSMDPGA)
Catherine Veilleux	Agente d'information	Direction communications et affaires corporatives (DCAC)
Marie-Ève Thériault	Adjointe au directeur	Direction de la santé publique (DSpub)
Mélanie Cyr	Directrice intérimaire de la direction des projets de développement clinique et de transition	Direction des projets de développement clinique et de transition (DPDCT)
Charles Routhier	Coordonnateur - Approvisionnement	Direction de l'approvisionnement et de la logistique (DAL)
Geneviève Gagnon	Adjointe au directeur	Direction des programmes en déficiences et de la réadaptation physique (DPDRP)
Josée Lamarche	Directrice adjointe	Direction des programmes en déficiences et de la réadaptation physique (DPDRP)
Véronique Ratelle	Chef de programme DMJ Centre & Sud	Direction des programmes en déficiences et de la réadaptation physique (DPDRP)
Sarah-Ève Martel	Agente de planification, de programmation et de recherche	Direction des programmes en déficiences et de la réadaptation physique (DPDRP)

5. Mandat des partenaires interdirections OPHQ

Le groupe de travail a pour mandat d'identifier les obstacles liés à l'accessibilité au CISSS des Laurentides en collaboration avec le personnel des différentes directions, d'inscrire les mesures correctives au plan d'action et d'en faire le suivi. Les mesures sélectionnées au plan d'action sont également tributaires de certains articles de loi, du décret 655-2021 publié par le gouvernement du Québec et des politiques gouvernementales :

- Mesures de promotion ;
- Mesures d'accessibilité aux services offerts ;
- Mesures d'accessibilité au travail en lien avec l'embauche, les conditions de travail et le maintien en emploi ;
- Mesures d'accessibilité aux immeubles, aux lieux, aux installations ;
- Mesures d'accessibilité à l'information et aux documents ;
- Mesures d'adaptation aux situations particulières : situations d'urgence, de santé publique, de sécurité civile ;
- Mesures d'approvisionnement en biens et en services accessibles ;
- Mesures d'adaptation dans le cadre de toute autre activité susceptible d'avoir une incidence sur des personnes handicapées.

6. Bilan du plan d'action 2024-2025 à l'égard des personnes en situation de handicap

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Bilan
Mesures d'accessibilité aux immeubles, aux lieux et aux installations	Hôpital régional de Saint-Jérôme : Accès difficile aux toilettes, car toilettes adaptées présentes, mais non conformes.	Améliorer l'accès des toilettes pour rendre les toilettes adaptées conformes.	Création d'une grille de vérification en vue de la cartographie complète des toilettes de toutes nos installations et des audits.	Christine Vigeant, DST	La grille de vérification a été complétée. L'équipe s'affaire à produire les registres.
	Hôpital de Saint-Eustache et Centre multiservice de Lachute : Manque de signalisation dans les stationnements.	Assurer une signalisation optimale.	Ajuster la signalisation en ajoutant des pictogrammes.	Christine Vigeant, DST	Pour l'Hôpital de Saint-Eustache, l'ajout de pictogramme est complété. Pour le Centre multiservice de Lachute, les travaux sont présentement en cours.
	CHSLD Drapeaux-Deschambault : Accès difficile aux toilettes, car toilettes adaptées présentes, mais non conformes.	S'assurer que les paramètres d'accessibilité universelle soient pris en considération lors de construction de nouveaux bâtiments ou projet de location.	Ajout de toilettes adaptées et remplacement de bains et douches pour des installations adaptées.	Christine Vigeant, DST	Les travaux sont maintenant complétés.
	Hôpital de Saint-Eustache, les aménagements habituellement prévus lors des constructions considèrent peu les usagers présentant une déficience visuelle.	Assurer que lors des travaux de réfection des ascenseurs, ceux-ci intègrent des mesures d'accessibilité pour la clientèle.	Ajout d'ascenseurs munis d'annonceurs vocaux et boutons en brailles, rampes d'accès, toilettes adaptées et case de stationnement adapté.	Christine Vigeant, DST	Les ascenseurs sont mis aux normes. Les travaux sont en étude pour priorisation.
	Centre de réadaptation en dépendance 148 Castonguay : insuffisance de stationnement pour personnes en situation de handicap.	Disponibilité en nombre suffisant d'espaces de stationnement adapté.	Ajouter des places de stationnement adaptées.	Christine Vigeant, DST	Les stationnements sont mis aux normes en matière d'accès aux bâtiments et stationnement. Les travaux sont en étude pour priorisation.
	Les points de service actuels ne répondent pas aux besoins des usagers en situation de handicap.	Moderniser les installations actuelles et construire de nouvelles installations répondant aux besoins des usagers en situation de handicap.	Impliquer davantage les usagers partenaires ressources (UPR) ayant une déficience entraînant une incapacité significative et persistante dans les projets de modernisations afin de s'assurer	Mélanie Cyr, DPDCT	La direction a impliqué des usagers partenaires ressources (UPR) dans les plans et les devis de certains projets. Elle travaille de concert avec

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Bilan
			que l'accès inclusif soit bien adapté à tous types de clientèle.		les comités des usagers. Cette implication est en continu et selon les projets en cours.
	AJOUT Hôpital de Saint-Eustache : L'accès à l'urgence de l'hôpital de Saint-Eustache.	Améliorer l'accès à l'urgence de l'hôpital de Saint-Eustache.	Rendre l'accès à l'urgence de Saint-Eustache plus facile pour les usagers en fauteuil roulant.	Mélanie Cyr, DPDCT	Le plan initial était d'ajouter une passerelle pour accéder à l'urgence. Par contre, le plan initial n'était pas accessible pour les usagers en fauteuil roulant. Suite à évaluation et sensibilisation. Le plan retenu est de niveler le hall d'entrée à la hauteur du stationnement et d'ajouter des ascenseurs pour se rendre à l'urgence pour en améliorer l'accès aux usagers en fauteuil roulant.
	AJOUT Les usagers et les employés en fauteuil roulant ne peuvent accéder aux tables de pique-niques.	Améliorer l'accès aux tables de pique-niques dans les points de services du CISSS des Laurentides.	Ajouter des tables de pique-niques adaptées dans différents points de services du CISSS des Laurentides.	Christine Vigeant, DST	Dans le secteur de Thérèse-de-Blainville, il y a 15 tables de pique-niques adaptées dans 4 points de services. Pour le secteur du Lac-des-Deux-Montagnes, il y a 4 tables de pique-niques adaptées à l'hôpital de Saint-Eustache.
Mesures d'accès à l'information et aux documents	Inaccessibilité des sondages pour les usagers en situation de handicap dû au manque de communication simplifiée.	Rendre accessibles les sondages usagers pour les personnes en situation de handicap.	Adaptation du sondage organisationnel sur l'expérience usager pour les usagers présentant une déficience visuelle.	Vicky Hamel, DQEPE Anna Gatto, DPDRP	Les sondages organisationnels ont été déposés dans une nouvelle plateforme adaptée pour tous les

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Bilan
					usagers depuis juin 2024.
	Méconnaissance des équipes sur la responsabilité du CISSS sur l'obligation de rendre les documents accessibles.	Sensibiliser les gestionnaires et les employés aux obligations à l'accès aux documents et services.	Diffusion du document <i>Communiquer pour tous, Guide pour une information accessible</i> mis en ligne par l'UQO.	Catherine Veilleux, DCAC Geneviève Gagnon, DPDRP	Annulé.
	Difficulté de naviguer sur le site Internet du CISSS des Laurentides par manque d'accessibilité.	Améliorer l'accessibilité et la navigation du site Internet du CISSS des Laurentides pour les personnes en situation de handicap.	Vérifier la possibilité d'installer un <i>widget</i> pour l'accessibilité sur le site web du CISSS des Laurentides.	Catherine Veilleux, DCAC	Nous n'avons pas pu ajouter des widgets sur le site Internet du CISSS. Par contre, il est possible d'utiliser les contrastes et d'augmenter ou diminuer la taille de la police sur le site.
	Manque d'information sur les services de la direction des programmes en déficiences et de la réadaptation physique sur le site Internet.	Rendre accessibles les informations sur les programmes de la direction et les façons de faire pour demander des services.	Révision du contenu de la section de la direction des programmes en déficiences et de la réadaptation physique sur le site Internet du CISSS.	Catherine Veilleux, DCAC Sarah-Eve Martel, DPDRP	Les travaux sont actuellement en cours entre la DPDRP et la DCAC pour refaire la page du site Internet de la direction. Nous avons fait un benchmarking des autres sites des CISSS et CIUSSS afin de nous inspirer pour l'amélioration de la nôtre. La structure est en travail ainsi que le contenu qui s'y trouvera. Le tout devrait être terminé d'ici avril 2025.
Mesures d'accessibilité au travail en lien avec l'embauche, les conditions de travail et le maintien à l'emploi	Difficulté d'accéder à des emplois rémunérés pour les personnes en situation de handicap.	Sensibiliser les gestionnaires des pratiques inclusives des personnes en situation de handicap.	Diffusion du Webinaire 9 « Des pratiques inclusives des personnes en situation de handicap en matière de santé et de sécurité au travail ».	Geneviève Gagnon, DPDRP Catherine Veilleux, DCAC	Cette mesure est reportée, car nous sommes à refaire notre page Internet et nous souhaitons ajouter le lien à cet endroit. Le directeur de la DPDRP a fait la

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Bilan
		Sensibiliser les membres du comité de direction du CISSS des Laurentides à l'accès à l'emploi pour les personnes en situation de handicap.	Diffusion et partage des principaux constats du rapport triennal sur la mise en œuvre de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse).	Éric Bellefeuille, DPDRP	présentation aux membres du comité de direction du CISSS des Laurentides lors d'une rencontre à la fin mars 2024.
Mesures d'approvisionnement en biens et en services accessibles	Les personnes en situation de handicap ne sont pas toujours prises en compte lors d'achat de biens.	Mise à jour de la politique d'approvisionnement du CISSS des Laurentides pour la rendre plus inclusive aux personnes en situation de handicap.	Ajout dans les cahiers de charge de l'achat ou de la location de biens et de services du principe d'accessibilité des personnes handicapées à l'aide de biens inclusifs et adaptés.	Charles Routhier, DAL	Malgré les efforts, il n'a pas été possible de faire l'ajout souhaité au cahier de charge d'achat de la DST. Cette mesure est reportée.
			Ajout dans le gabarit d'appel d'offres et des contrats du principe d'accessibilité des personnes handicapées à l'aide de biens inclusifs et adaptés.	Charles Routhier, DAL	En ce qui a trait à la politique d'approvisionnement, nous sommes désormais sous la politique d'approvisionnement de Santé Québec. Il n'est pas possible d'effectuer des changements à celle-ci.
Mesures de promotion	Conséquence personnelle et sociale des usagers vivant avec des troubles de santé mentale à cause de la stigmatisation à leur égard.	Réduire la stigmatisation en santé mentale auprès des employés du CISSS des Laurentides et des partenaires externes.	Création d'un comité d'analyse réflexive avec les directions du CISSS ainsi que des organismes communautaires pour réduire la stigmatisation en santé mentale au CISSS des Laurentides.	Noémie Lacombe, DSMDPGA	Le comité a débuté en juin 2024. Il est composé d'organismes communautaires qui œuvrent à travers les Laurentides et d'intervenants en santé mentale des milieux internes et externes. Le CISSS est accompagné par l'AQRP (Association québécoise pour la réadaptation psychosociale). Les

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Bilan
					rencontres sont aux 6 semaines. Nous en sommes à cibler davantage le public sur lequel nous allons porter nos efforts et le type de stratégies que nous allons utiliser.
Mesure d'adaptation dans le cadre de toute autre activité susceptible d'avoir une incidence sur des personnes handicapées.	Le positionnement des examens diagnostiques et des procédures d'imagerie médicale rend l'expérience insatisfaisante et inconfortable pour les besoins des usagers en fauteuil roulant.	Améliorer le positionnement des usagers à mobilité réduite qui nécessite un examen de radiographie.	Utilisation d'une chaise adaptée, spécialisée et versatile pour les examens de radiologie dans les 5 centres offrant le service.	Marie-Ève Moissan, DSM	La mesure est maintenant en place. Les chaises sont maintenant accessibles au sein de l'établissement pour les examens de radiologie depuis l'hiver-printemps 2024.
	Manque de place en hébergement pour les usagers jeunesse sur le territoire des Laurentides.	Ouverture de nouveaux lits dans un nouveau milieu de vie adapté pour les usagers en situation de handicap.	Ouverture du centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (CRJDA) à Sainte-Thérèse incluant 6 lits pour les usagers jeunesse DI-TSA-DP.	Josée Lamarche, DPDRP	Le centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (incluant les lits pour la clientèle DI-TSA-DP) est maintenant ouvert. Les usagers ont intégré le milieu en décembre 2024.
	Manque de place de répit pour les usagers en situation de handicap sur le territoire des Laurentides.	Ouverture de nouvelles places de répit pour les usagers en situation de handicap dans un nouveau milieu.	Ouverture de lits de répit dans le projet au Centre Drapeau-Deschambault à Sainte-Thérèse incluant 9 lits pour les usagers DI-TSA-DP.	Josée Lamarche, DPDRP	Le projet est présentement en suspens par manque de financement.
	Écarts entre les besoins et la réponse dans la prestation de services auprès des personnes en situation de handicap.	Répondre aux besoins des usagers sans nécessairement avoir besoin d'un diagnostic.	Implantation de la gamme de services DI-TSA-DP en collaboration avec les directions conjointes avec la vision que nos usagers puissent avoir besoin de services dans les autres directions.	Geneviève Gagnon, DPDRP	L'échéancier de l'implantation de la gamme de services DI-TSA-DP a été déplacé à décembre 2025. Par contre, les travaux d'implantation sont toujours en cours au sein du CISSS des Laurentides.

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Bilan
	Difficulté pour les usagers vivant avec une déficience visuelle d'identifier des employés du CISSS des Laurentides.	Améliorer le contraste de couleur sur les chandails des employés du CISSS des Laurentides pour améliorer la lisibilité du texte et la visibilité générale pour les personnes ayant une déficience visuelle.	Mise en circulation d'un nouveau chandail de travail pour les équipes de la DAL.	Charles Routhier, DAL	Les nouveaux chandails sont utilisés et en circulation depuis mai 2024.
	Difficulté de répondre aux besoins des usagers TSA lors d'un rendez-vous dans un centre de prélèvement.	Adapter les centres de prélèvements de la région afin de mieux accueillir les usagers vivant avec un TSA.	Travaux de concertation et de collaboration entre la direction DPDRP et la DVDP pour créer et adapter des outils pour la clientèle TSA.	Larissa Gaudreault, DPDRP Vicky Boisvert, DVDP	Les travaux de concertation ont eu lieu au courant de l'année 2024. Des informations cliniques et des liens ont été partagés avec la direction en mai 2024. Au besoin, la DVDP reviendra vers la DPDRP au besoin.
	Les cas d'usager TGC sont plus fréquents et les intervenants ont à intervenir régulièrement auprès de cette clientèle.	Amélioration continue pour les employés et les gestionnaires de la DPDRP sur les usagers TGC.	Promotion et diffusion d'offre de formation pour les gestionnaires et pour les employés sur les usagers TGC.	Geneviève Gagnon, DPDRP Larissa Gaudreault, DPDRP	<ul style="list-style-type: none"> -Bonification de l'offre de préceptorat en lien avec le trouble grave du comportement. -La formation rendue disponible de manière spécifique dans les milieux TGC lors de l'accueil-orientation. -Des formateurs ont été formés pour donner la formation ITCA. -Déploiement de formateurs dans les milieux TGC pour devenir autonome dans la formation de nos nouveaux employés. -Arrimage avec le préventionniste du CISSS pour l'ajustement des formations en milieu où il y a des usagers TGC.

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Bilan
Mesure d'accessibilité aux services offerts	Difficulté d'accessibilité à la justice pour les usagers en situation de handicap.	Offrir un traitement judiciaire adapté à la réalité des personnes aux prises avec un problème de santé mentale ou une déficience intellectuelle et qui font face à la justice.	Déploiement du programme d'accompagnement justice et santé mentale dans les districts judiciaires des Laurentides.	Noémie Lacombe, DSMDPGA	Le programme est maintenant déployé dans les districts judiciaires. C'est 16 présentations des services qui ont été faites aux différentes équipes du CISSS des Laurentides et aux partenaires externes. Pour la dernière année, c'est 74 usagers qui ont intégré le PAJ-SM+.
	Communication plus difficile avec la clientèle sourde ou malentendante.	Mettre en place des systèmes de communication adaptés autres que l'appel vocal ou à l'interphone.	Faire un état de situation sur les possibilités et les technologies disponibles pour mettre en place un système dans les salles d'attente pour les usagers vivant avec une déficience visuelle et auditive.	Geneviève Gagnon, DPDRP Patrick Roy, DSI	Le projet est suspendu. Notre partenaire de la DRILL n'a pas été remplacé afin de nous aider à procéder à la prochaine étape.
	Non-considération des caractéristiques des différentes déficiences dans les salles d'urgence des centres hospitaliers de la région.	Soutenir les personnes en situation de handicap lors de leur arrivée à l'urgence ou sur les étages de l'hôpital.	Projet pilote : Ajout d'un intervenant à temps complet à l'urgence et à l'étage de l'Hôpital de Saint-Jérôme ayant pour mandat d'identifier et d'orienter/s'assurer qu'un professionnel puisse intervenir en fonction des besoins de l'utilisateur.	Josée Lamarche, DPDRP	Le projet pilote est débuté depuis mai 2024. Un intervenant de liaison de la DPDRP est à temps complet à l'hôpital de Saint-Jérôme. -Phase 1 (de mai à août): interventions centralisées au niveau de l'urgence. -Phase 2 (septembre: ajout du déploiement officiel au niveau de l'hospitalisation). -Phase 3 : intervenant au pavillon de santé mentale pour soutenir les équipes et les usagers. 2 usagers partenaires ressources ont été impliqués dans le projet de création d'une

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Bilan
Mesures d'adaptation aux situations particulières : situation d'urgence, de santé publique, de sécurité civile	Méconnaissance des moyens d'intervention auprès de la personne à risque de suicide.	Assurer la prévention et l'intervention auprès de la personne à risque de suicide sur tout le territoire des Laurentides selon les meilleures pratiques.	Mise à jour et formation du personnel administratif et clinique en repérage, dépistage, mesure de protection et d'estimation du risque suicidaire.	Geneviève Gagnon, DPDRP	pochette préhospitalisation (autant pour le volet adulte que le volet jeunesse). La formation sur le repérage est obligatoire pour tous les employés du CISSS des Laurentides. Pour la DPDRP, c'est 1146 employés qui ont suivi la formation. Pour la formation sur l'estimation du risque suicidaire, c'est 230 intervenants de la direction qui sont maintenant formés.
		Devenir autonome dans la formation des nouveaux intervenants au sein de la direction.	Développer de formateurs internes pour les formations sur le risque suicidaire pour toutes clientèles dans la direction.	Geneviève Gagnon, DPDRP	La DPDRP a procédé à la formation de 21 mentors au sein de la direction. Ces mentors auront pour rôle de : -Planifier des activités ajustées aux besoins de l'équipe relativement à une amélioration de leurs compétences -Soutenir les apprentissages de ses collègues et l'intégration du Processus AUDIS -Être la courroie de transmission des connaissances et pratiques, mais n'est pas l'expert en prévention du suicide de son milieu.

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Bilan
	Contraintes à la pratique d'activité physique et sportive en milieu scolaire.	Obtenir des recommandations sur des stratégies pour adapter les services offerts en promotion d'un mode de vie physiquement actif en milieu scolaire et adapter notre offre de service en conséquence.	Recommandations des guides de l'UQTR «Choisir de gagner» et utilisation de la «Roue des variables inclusives» de l'Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH).	Marie-Eve Thériault, DsPub	<p>Nous avons travaillé en collaboration avec l'association régionale de loisirs pour personnes handicapées des Laurentides (ARLPHL) qui nous a soutenus dans l'adaptation du contenu de notre formation <i>Inspire à bouger</i>.</p> <p>Nous avons maintenant (dans notre formation au personnel des services de garde scolaire) des stratégies d'inclusion des enfants à besoin de soutien particulier. Nous offrons également des outils, dont la roue des variables inclusives, ainsi que les guides "Choisir de gagner".</p> <p>De notre côté, les kinésiologues de la direction de la santé publique offrent la formation <i>Inspire à bouger</i> au personnel des services de garde (SDG) des écoles primaires.</p>

7. Reddition de compte 2024-2025 liée à la Politique « L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées »

Du 1^{er} avril 2024 au 28 février 2025, 5 plaintes et 2 interventions liées à des obstacles vécus par des personnes handicapées ont été traitées.

Type de dossier	Résumé des motifs d'insatisfaction	Statut (Actif ou fermé)
Plainte	La personne plaignante dénonce l'absence d'espaces de stationnement aux dimensions requises pour un véhicule adapté, tant au CLSC qu'au centre de prélèvement. En tant que personne à mobilité réduite, elle se sent traitée comme un citoyen de troisième ordre.	Fermé
Plainte	Les motifs d'insatisfaction de la personne plaignante concernent principalement la qualité et la quantité insuffisantes de la nourriture servie à la résidence privée pour aînés, en contradiction avec les promesses faites sur le site internet de la résidence. De plus, elle déplore l'isolement social, le manque d'activités adaptées pour les résidents en fauteuil roulant, et l'attitude indifférente du personnel face à ses préoccupations, ce qui l'a conduit à un état de dépression et d'isolement, l'amenant finalement à déménager chez un proche.	Fermé
Plainte	La personne plaignante ayant une mobilité réduite souhaite obtenir une " vignette pour les personnes handicapées " afin d'avoir accès aux stationnements près des entrées des établissements du CISSS des Laurentides.	Fermé
Plainte	La personne plaignante exprime son insatisfaction face au délai prolongé pour obtenir un fauteuil auto-souleveur adapté à ses besoins, malgré une requête envoyée en février 2023 par son ergothérapeute. Bien qu'elle ait reçu un quadriporteur temporaire, elle attend toujours des nouvelles concernant son fauteuil, ce qui complique son quotidien.	Fermé
Intervention	La personne signalante exprime son insatisfaction face à l'absence de système de porte automatique au centre de vaccination, ce qui complique l'accès pour son enfant lourdement handicapé. Elle déplore également l'attitude d'un employé, qui, selon elle, n'a pas pris en compte l'importance de cette problématique. Il aurait simplement répondu que le centre de vaccination déménagerait prochainement, sans offrir de solution immédiate.	Fermé
Intervention	La plaignant dénonce les difficultés d'accès aux services pour les personnes malentendantes, notamment au niveau des systèmes téléphoniques qui ne favorisent pas une bonne compréhension des différents messages laissés.	Fermé
Plainte	La personne plaignante dénonce avoir subi un accident en lien avec la défectuosité d'une porte coulissante.	Fermé

8. Plan d'action 2025-2026 : Identification des obstacles priorités et des mesures retenues

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Échéancier
Mesures d'accessibilité aux immeubles, aux lieux et aux installations	Obstacles prévisibles liés à la construction de nouveaux bâtiments.	S'assurer que les paramètres d'accessibilité universelle soient pris en considération lors de construction de nouveaux bâtiments ou projet de location.	Formation des chargés de projet sur les normes de conception sans obstacle.	Christine Vigeant, DST	Été 2025
			Diffusion de la documentation sur l'accessibilité universelle aux équipes projet et aux installations matérielles, Création d'une liste de vérification afin de valider les points à améliorer sur tous les projets, cartographie à l'aide de liste de vérification afin de dresser un portrait des points devant être améliorés.	Christine Vigeant, DST	Été 2025
	Centre multiservice de Lachute : Identification difficile des salles de bains.	Assurer une signalisation optimale.	Ajuster la signalisation en ajoutant des pictogrammes.	Christine Vigeant, DST	Été 2025
	Les points de service actuels ne répondent pas aux besoins des usagers en situation de handicap.	Moderniser les installations actuelles et construire de nouvelles installations répondant aux besoins des usagers en situation de handicap.	À l'hôpital de Saint-Jérôme, finalisation des plans des travaux et dernier tour de validation pour l'accessibilité des usagers.	Mélanie Cyr, DPDCT	Hiver 2025
			À l'hôpital de Saint-Jérôme, travaux préparatoires au massif électrique. Les travaux de déviation de l'entrée de l'hôpital seront sous la recommandation des experts de la DPDRP pour l'accessibilité des usagers.	Mélanie Cyr, DPDCT	Hiver 2025
			À l'hôpital de Saint-Eustache, amélioration de l'accessibilité à l'intérieur de l'hôpital pour les usagers en situation de handicap	Mélanie Cyr, DPDCT	Hiver 2025

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Échéancier
			(exemple : bouton pour ouvrir la porte de la salle de bain).		
	Les installations des organismes communautaires ne sont pas adaptées pour recevoir des usagers en fauteuil roulant.	Aider les organismes communautaires à améliorer l'accès à leur installation aux usagers à mobilité réduite.	À l'aide du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), financer des projets ponctuels d'adaptation.	Marie-Eve Larose, DGA-SRSM	Hiver 2025
Mesures d'accès à l'information et aux documents	Manque d'information sur les services de la direction des programmes en déficiences et de la réadaptation physique sur le site Internet.	Rendre accessibles les informations sur les programmes de la direction et les façons de faire pour demander des services.	Révision du contenu de la section de la direction des programmes en déficiences et de la réadaptation physique sur le site Internet du CISSS.	Catherine Veilleux, DCAC Sarah-Eve Martel, DPDRP	Printemps 2025
Mesures d'accessibilité au travail en lien avec l'embauche, les conditions de travail et le maintien à l'emploi	Difficulté d'accéder à des emplois rémunérés pour les personnes en situation de handicap.	Sensibiliser les gestionnaires des pratiques inclusives des personnes en situation de handicap.	Diffusion du Webinaire 9 « Des pratiques inclusives des personnes en situation de handicap en matière de santé et de sécurité au travail ».	Sarah-Eve Martel, DPDRP Catherine Veilleux, DCAC	Mai 2025
			Diffusion du Programme d'accès à l'égalité en emploi 2023-2028, Pour une fonction publique à l'image de notre société auprès des gestionnaires et des employés du CISSS des Laurentides.	Sarah-Eve Martel, DPDRP Catherine Veilleux, DCAC	Avril 2025
Mesures d'approvisionnement en biens et en services accessibles	Les personnes en situation de handicap ne sont pas toujours prises en compte lors d'achat de biens.	Mise à jour de la politique d'approvisionnement du CISSS des Laurentides pour la rendre plus inclusive aux personnes en situation de handicap.	Ajout dans les cahiers de charge de l'achat ou de la location de biens et de services du principe d'accessibilité des personnes handicapées à l'aide de biens inclusifs et adaptés.	Charles Routhier, DAL	Été 2025
	Avec l'arrivée de Santé Québec, les établissements sont plus limités de modifier la politique d'approvisionnement.	Sensibiliser Santé Québec à l'accessibilité universelle et aux besoins des usagers en situation de handicap.	Clarifier auprès de Santé Québec afin de connaître ce qui s'en vient au niveau de l'accessibilité universelle au niveau de la politique d'approvisionnement.	Charles Routhier, DAL	Été 2025

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Échéancier
Mesures de promotion	Difficulté pour les usagers vivant avec une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme d'obtenir des soins.	Sensibiliser et aider les employés du CISSS des Laurentides à intervenir de la bonne façon auprès des usagers vivant avec une DI ou un TSA.	Diffusion des outils cliniques disponibles sur le site Internet de l'Institut universitaire en DI et en TSA lors de la Semaine québécoise des personnes handicapées.	Sarah-Eve Martel, DPDRP Catherine Veilleux, DCAC	Juin 2025
Mesure d'adaptation dans le cadre de toute autre activité susceptible d'avoir une incidence sur des personnes handicapées.	Écarts entre les besoins et la réponse dans la prestation de services auprès des personnes en situation de handicap.	Répondre aux besoins des usagers sans nécessairement avoir besoin d'un diagnostic.	Implantation de la gamme de services DI-TSA-DP en collaboration avec les directions conjointes avec la vision que nos usagers puissent avoir besoin de services dans les autres directions.	Geneviève Gagnon, DPDRP	Décembre 2025
	Les jeunes en situation de handicap sont parfois limités dans la pratique sportive.	Augmenter la participation de jeunes en situation de déficience motrice à des activités sportives.	Inscrire des jeunes vivant avec une déficience motrice au Défi sportif Altergo tout en les soutenant dans la préparation aux compétitions et à la journée de l'événement.	Véronique Ratelle, DPDRP	Avril-Mai 2025
			S'assurer de la possibilité des jeunes vivant avec une déficience motrice de la CSSRDN à participer à la journée des Olympiades scolaires.	Véronique Ratelle, DPDRP	Juin 2025
	Les usagers vivant avec une déficience physique sont parfois stigmatisés.	Réduire la stigmatisation des élèves vivant avec une déficience motrice et aider à l'intégration en milieu scolaire.	Prévoir des rencontres de sensibilisation à la différence à l'école (à la convenance de l'élève et de son parent).	Véronique Ratelle, DPDRP	En continu
	Méconnaissance des personnes en situation d'itinérance vivant avec un profil DI-TSA-DP.	Prendre connaissance en repérant les personnes en situation de handicap vivant avec un profil DI-TSA-DP.	Dresser le portrait des personnes en situation d'itinérance avec un profil DI-TSA-DP.	Geneviève Gagnon, DPDRP Emilie Contant, DSMDPGA	Hiver 2025
Mesure d'accessibilité aux services offerts	Non-considération des caractéristiques des différentes déficiences dans les salles d'urgence des centres hospitaliers de la région.	Soutenir les personnes en situation de handicap lors de leur arrivée à l'urgence ou sur les étages de l'hôpital.	Former le personnel des urgences sur les caractéristiques des usagers vivant avec une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.	Josée Lamarche, DPDRP	Hiver 2025
		Réduire les présences à l'urgence des usagers DI-TSA-	Ajouter à l'offre de service des infirmières de la DPDRP la consultation dans les RI-RTF pour	Josée Lamarche, DPDRP	Printemps 2025

Domaine d'activité	Obstacles priorités	Objectifs visés	Mesures et ressources	Responsable et partie prenante	Échéancier
		DP vivant en ressources intermédiaires et en ressources de type familiale.	réduire le nombre de présences à l'urgence des usagers DI-TSA-DP et réduire		
	Insuffisance des fauteuils roulants pour les personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite dans les centres hospitaliers.	Améliorer la disponibilité des fauteuils roulants aux usagers de passage dans les centres hospitaliers.	Création d'une procédure harmonisée afin de s'assurer de la disponibilité des fauteuils roulants et ainsi répondre aux besoins des usagers.	Christine Vigeant, DST	Été 2025
Mesures d'adaptation aux situations particulières : situation d'urgence, de santé publique, de sécurité civile	Méconnaissance des données sur les jeunes du primaire et du secondaire.	Faire connaître les enquêtes réalisées par la Santé publique.	Diffuser l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire (EQSJS) et l'Enquête québécoise développement des enfants à la maternelle (EQDEM).	Marie-Ève Thériault, DsPub	Été 2025
		Faire valoir les usagers vivant avec une déficience ou un trouble du spectre de l'autisme.	Sensibiliser les hautes instances d'inclure les usagers vivant avec un DI, un TSA ou un DP lors de leur enquête.	Marie-Ève Thériault, DsPub	Hiver 2026
	Les usagers en situation de handicap sont plus susceptibles de subir les impacts associés aux situations exceptionnelles (ex. : verglas, inondation, chaleur accablante, etc.).	Veiller à la sécurité des usagers recevant des services de la DPDRP lors de circonstances exceptionnelles en prévoyant des mesures adaptées.	Mises en place de mesures pour assurer la sécurité des usagers lors de situations particulières (ex. : appels de bienveillance, visites, relocalisation, etc.)	Josée Lamarche, DPDRP	Printemps 2025
			Diffusion du webinaire Comprendre et traiter la vulnérabilité climatique des personnes handicapées offert par l'INSPQ à tous les gestionnaires.	Sarah-Eve Martel, DPDRP Catherine Veilleux, DCAC	Septembre 2025

9. Adoption et diffusion du plan d'action

Le bilan et le plan d'action ont été adoptés par le comité de direction du CISSS des Laurentides le 18 mars 2025.

Le bilan et le plan d'action de l'organisation seront rendus publics par les moyens suivants :

- Diffusion sur le site Internet du CISSS des Laurentides ;
- Nouvelle à la une du site Internet du CISSS des Laurentides ;
- Nouvelle dans l'infolettre du CISSS des Laurentides, destinée à tout le personnel ;

- Il sera disponible en média adapté, sur demande, auprès du service des communications et des relations publiques.

10. Coordonnées pour joindre un représentant de l'organisation

Les demandes d'information, les commentaires ou les suggestions sur le plan d'action ou les services offerts par l'organisation aux personnes en situation de handicap peuvent être adressés à :

Geneviève Gagnon

Adjointe à la direction

Direction des programmes en déficiences et de la réadaptation physique

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Courriel : genevieve.gagnon.cissslau@ssss.gouv.qc.ca

Annexe 1 : Liste des installations

Nom de l'établissement	Adresse	Municipalité
Maison des aînées et alternatives de Blainville	650, boul. du Curé-Labelle	Blainville
Centre de services SNT temporaire Days Inn Blainville	1136, boul. du Curé-Labelle	Blainville
Maison de naissance du Boisé-de-Blainville	15, 70e avenue Ouest	Blainville
Centre de réadaptation en déficience physique et services ambulatoires de Blainville	1300, boulevard Curé-Labelle	Blainville
CHSLD de Blainville	1352, boul. Michèle-Bohec	Blainville
Point de service local – Boisbriand (dépistage)	126, boul. de la Grande-Allée	Boisbriand
Point de service local – Boisbriand (vaccination)	1126, boul. de la Grande-Allée	Boisbriand
Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse de Boisbriand	3056, chemin de la Rivière-Cachée	Boisbriand
Centre de services ambulatoires de Boisbriand	4800, rue Ambroise-Lafortune	Boisbriand
Services jeunesse	333, rue Antonin-Campeau, bureau 101	Deux-Montagnes
Centre de réadaptation en DI-TSA	333, rue Antonin-Campeau, bureau 102	Deux-Montagnes
CLSC et Centre de jour de Grenville	93, rue Maple	Grenville
Centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation d'Huberdeau	104, rue du Vert-Pré	Huberdeau
CLSC de Labelle	17, rue du Couvent	Labelle
Centre d'hébergement de Labelle	50, rue de l'Église	Labelle
Centre de protection et de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation de Lachute	143, avenue de la Providence	Lachute
Centre de prélèvement d'Argenteuil	145, avenue de la Providence	Lachute
Centre de réadaptation en dépendance de Lachute	145, avenue de la Providence	Lachute
Centre multiservice de santé et de services sociaux d'Argenteuil	145, avenue de la Providence	Lachute
CLSC et centre de services ambulatoires en pédopsychiatrie	189, rue Mary	Lachute

Bilan du plan d'action 2024-2025 et plan d'action 2025-2026 à l'égard des personnes en situation de handicap

Nom de l'établissement	Adresse	Municipalité
Résidence Lachute	377, rue Principale	Lachute
Centre de réadaptation en DI-TSA	390, avenue Bethany	Lachute
Point de service local – Lachute (vaccination & dépistage)	505, avenue Bethany	Lachute
Maison des aînés de Saint-Canut	9525, rue Magloire Lavallée	Mirabel
CLSC de Mirabel	8467, rue Saint-Jacques	Mirabel
Centre d'hébergement de Saint-Benoît	9100, rue Dumouchel	Mirabel
Centre de réadaptation en DI-TSA	18110, rue Lapointe	Mirabel
Point de service local – Mont-Laurier (dépistage)	2561, chemin de la Lièvre sud	Mont-Laurier
Point de service local – Mont-Laurier (vaccination)	261, boul. des Ruisseaux	Mont-Laurier
Centre d'hébergement Sainte-Anne	411, rue de la Madone	Mont-Laurier
Centre de protection et de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation de Mont-Laurier	419, rue de la Madone	Mont-Laurier
Centre de réadaptation en déficience physique de Mont-Laurier	515, rue Hébert	Mont-Laurier
CLSC de Mont-Laurier	585, rue Hébert	Mont-Laurier
Centre de réadaptation en DI-TSA	600, rue de la Madone	Mont-Laurier
CASIS	679, rue de la Madone	Mont-Laurier
Centre de dépendance	757, rue de la Madone	Mont-Laurier
CLSC de Mont-Laurier	757, rue de la Madone	Mont-Laurier
Groupe de médecine de famille universitaire de Mont-Laurier	757, rue de la Madone	Mont-Laurier
Hôpital de Mont-Laurier	2561, chemin de la Lièvre Sud	Mont-Laurier
CLSC de Mont-Tremblant	635, rue Léonard	Mont-Tremblant
Centre d'hébergement de Mont-Tremblant	925, rue de Saint-Jovite	Mont-Tremblant
Point de service local – Mont-Tremblant (prélèvements)	635, rue Léonard	Mont-Tremblant

Bilan du plan d'action 2024-2025 et plan d'action 2025-2026 à l'égard des personnes en situation de handicap

Nom de l'établissement	Adresse	Municipalité
CLSC de Notre-Dame-du-Laus	8, rue Saint-Denis, case postale 309	Notre-Dame-du-Laus
CLSC de Piedmont	694, chemin Avila	Piedmont
Maison des aînés de Prévost	1050, rue Chopin	Prévost
CASIS	602, rue l'Annonciation Nord	Rivière-Rouge
Centre de réadaptation en DI-TSA	1525, rue l'Annonciation Nord	Rivière-Rouge
Centre de prélèvement de Rivière-Rouge	1525, rue l'Annonciation Nord	Rivière-Rouge
Centre multiservice de santé et de services sociaux de Rivière-Rouge	1525, rue l'Annonciation Nord	Rivière-Rouge
Point de service local – Rivière-Rouge (dépistage)	220, rue Labelle Sud	Rivière-Rouge
Point de service local – Rivière-Rouge (vaccination)	220, rue Labelle Sud	Rivière-Rouge
CASIS	138A, chemin de la Grande-Côte	Rosemère
Centre de réadaptation en DI-TSA	140, chemin de la Grande-Côte	Rosemère
Centre d'hébergement Hubert-Maisonnette	365, chemin de la Grande-Côte	Rosemère
CHSLD de Sainte-Adèle	249, boulevard Sainte-Adèle	Sainte-Adèle
Centre d'hébergement des Hauteurs	707, boulevard de Sainte-Adèle	Sainte-Adèle
CLSC de Sainte-Adèle	707, boulevard de Sainte-Adèle	Sainte-Adèle
CLSC de Sainte-Agathe-des-Monts (Édifice Grignon)	2, rue Préfontaine Ouest	Sainte-Agathe-des-Monts
Maison des aînés de Sainte-Agathe-des-Monts	6, rue Dazé	Sainte-Agathe-des-Monts
Centre de réadaptation en dépendance de Sainte-Agathe-des-Monts	21, rue Godon Ouest	Sainte-Agathe-des-Monts
CASIS	66, avenue au Pied de la Côte	Sainte-Agathe-des-Monts
Centre multiservice de santé et de services sociaux Tour-du-Lac	125 A, chemin du Tour-du-Lac	Sainte-Agathe-des-Monts
CLSC et centre de réadaptation en déficience physique du Centre-Ville-de-Sainte-Agathe	144, rue Principale est	Sainte-Agathe-des-Monts
CLSC et Centre de services ambulatoires en pédiatrie de la rue Saint-Vincent	201 rue Saint-Vincent	Sainte-Agathe-des-Monts

Bilan du plan d'action 2024-2025 et plan d'action 2025-2026 à l'égard des personnes en situation de handicap

Nom de l'établissement	Adresse	Municipalité
Centre de réadaptation en DI-TSA	233, rue Saint-Vincent	Sainte-Agathe-des-Monts
Centre multiservice de santé et des services sociaux de Saint-Agathe	234, rue Saint-Vincent	Sainte-Agathe-des-Monts
Point de service local – Sainte-Agathe-des-Monts (vaccination)	96, rue Principale est	Sainte-Agathe-des-Monts
Point de service local – Sainte-Agathe-des-Monts (prélèvements)	118, rue Principale	Sainte-Agathe-des-Monts
Point de service local – Sainte-Anne-des-Plaines (prélèvements)	482, boul. St-Anne	Sainte-Anne-des-Plaines
Maison des aînés de Sainte-Anne-des-Plaines	100, rue des Cèdres	Sainte-Anne-des-Plaines
Centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation de Sainte-Sophie	225, chemin du Lac-Bertrand	Sainte-Sophie
Clinique externe de psychiatrie de Sainte-Thérèse	55, rue Saint-Joseph, 2e étage	Sainte-Thérèse
CHSLD Le Boisé Sainte-Thérèse	179, Place Fabien Drapeau	Sainte-Thérèse
CLSC Saint-Joseph	55, rue Saint-Joseph	Sainte-Thérèse
Centre d'hébergement Drapeau-Deschambault	100, rue du Chanoine-Lionel-Groulx	Sainte-Thérèse
Centre de réadaptation en dépendance de Thérèse-De Blainville	125, rue Duquet	Sainte-Thérèse
Centre multiservice de santé et de services sociaux de Thérèse-De Blainville	125, rue Duquet	Sainte-Thérèse
Point de service local – Sainte-Thérèse (prélèvements)	300, rue Sicard	Sainte-Thérèse
Services jeunesse	300, rue Sicard	Sainte-Thérèse
Centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation Thérèse-De Blainville	155, rue Duquet	Sainte-Thérèse
CRDS LLL	1, Place de la Gare	Saint-Eustache
Centre de cancérologie de Saint-Eustache	14, boul. Industriel (1er et 2e étage)	Saint-Eustache
Centre externe de dialyse rénale de Saint-Eustache	14, boulevard Industriel, 3e étage	Saint-Eustache
CLSC Jean-Olivier-Chénier	29, chemin d'Oka	Saint-Eustache
Centre d'hébergement de Saint-Eustache	55, rue Chénier	Saint-Eustache
Centre de dépendance	29, chemin d'Oka	Saint-Eustache

Bilan du plan d'action 2024-2025 et plan d'action 2025-2026 à l'égard des personnes en situation de handicap

Nom de l'établissement	Adresse	Municipalité
Clinique externe de psychiatrie adulte	111, rue Saint-Laurent	Saint-Eustache
Clinique externe de pédopsychiatrie	115, rue Saint-Laurent	Saint-Eustache
Service de soutien à domicile, secteur Lac-des-Deux-Montagnes	67, boul. industriel	Saint-Eustache
Point de service local – Saint-Eustache (vaccination, dépistage & prélèvements)	239, rue Robinson	Saint-Eustache
CASIS	356, chemin de la Grande-Côte	Saint-Eustache
CLSC du boulevard Arthur-Sauvé	367 boul. Arthur-Sauvé	Saint-Eustache
Centre 465	465, rue Bibeau	Saint-Eustache
Hôpital de Saint-Eustache	520, boulevard Arthur-Sauvé	Saint-Eustache
Groupe de médecine de famille universitaire de Saint-Eustache	57, boulevard Industriel	Saint-Eustache
CLSC de l'Établissement de détention	2, boulevard de la Salette	Saint-Jérôme
Centre de réadaptation en déficience physique de la rue Boyer	11, rue Boyer	Saint-Jérôme
Ressource à assistance continue (RAC)	44, rue du Pavillon	Saint-Jérôme
Centre de réadaptation en déficience physique	51, rue Boyer	Saint-Jérôme
Centre de réadaptation en DI-TSA	55, 104e avenue	Saint-Jérôme
Centre multiservice de santé et de services sociaux de La Rivière-du-Nord	66 rue Danis	Saint-Jérôme
Centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation de Saint-Jérôme	148, rue Castonguay	Saint-Jérôme
CHSLD et Centre de services ambulatoires Lucien G. Rolland	175, rue Durand	Saint-Jérôme
Centre d'hébergement de Saint-Jérôme	200, rue Rolland	Saint-Jérôme
Pavillon Marie-Berthe Thibault	185, rue Durand	Saint-Jérôme
Clinique externe Pavillon Rosaire-Lapointe	190, rue Saint-Marc	Saint-Jérôme
Commissariat aux plaintes et à la qualité des services	225, rue du Palais	Saint-Jérôme
Clinique externe de psychiatrie de Saint-Jérôme	290, rue de Montigny	Saint-Jérôme

Bilan du plan d'action 2024-2025 et plan d'action 2025-2026 à l'égard des personnes en situation de handicap

Nom de l'établissement	Adresse	Municipalité
Hôpital de Saint-Jérôme	290, rue de Montigny	Saint-Jérôme
Santé mentale et dépendance	295, rue de Villemure	Saint-Jérôme
Centre de services ambulatoires de Saint-Jérôme	315, rue du Docteur-Charles-Léonard	Saint-Jérôme
Centre de protection et de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation de Saint-Jérôme	358, rue Lavolette	Saint-Jérôme
CLSC du Centre-ville-de-Saint-Jérôme	430, rue Labelle	Saint-Jérôme
Centre de dépendance 24 / 7	465, 5e Rue	Saint-Jérôme
Centre multiservice de santé et de services sociaux d'Youville	531, rue Lavolette	Saint-Jérôme
Santé au travail	450, Monseigneur Dubois, bureau 101	Saint-Jérôme
Centre multiservices de santé et de services sociaux de Saint-Jérôme	500, boulevard des Laurentides	Saint-Jérôme
Centre de réadaptation en dépendance de Saint-Jérôme	906, rue Labelle	Saint-Jérôme
Centre de réadaptation en dépendance de Saint-Jérôme	148, rue Castonguay	Saint-Jérôme
CLSC Lafontaine	1000, rue Labelle	Saint-Jérôme
Groupe de médecine de famille universitaire Lafontaine	1000, Labelle	Saint-Jérôme
Aire Ouverte de Saint-Jérôme	420, Place du Marché	Saint-Jérôme
Point de service local – Saint-Jérôme (vaccination & dépistage)	500, boul. des Laurentides	Saint-Jérôme
Point de service local – Saint-Jérôme (prélèvements)	480, 5 ^e Rue	Saint-Jérôme
CLSC de Saint-Sauveur	150, rue Principale	Saint-Sauveur
Point de service local – Saint-Sauveur (vaccination)	170, chemin du Lac-Milette	Saint-Sauveur
Point de service local – Saint-Sauveur (prélèvements)	150, rue Principale	Saint-Sauveur